

# Le parc des Virunga, une dangereuse fermeture

RD CONGO Reynders et De Croo s'inquiètent pour le développement de la région

- Le plus ancien parc d'Afrique est fermé jusqu'à la fin de l'année.
- Malgré ses atouts et les soutiens internationaux dont il dispose, il fait face à plusieurs menaces.
- Principalement les groupes armés, le pétrole et la pression démographique.

**S**'ils regrettent la fermeture, jusqu'à la fin de cette année, du parc des Virunga dans le Nord-Kivu, l'inquiétude exprimée dans un communiqué commun par Didier Reynders et Alexander De Croo va bien plus loin. Les ministres belges rappellent que le plus ancien parc national d'Afrique représente, avec ses 3.000 espèces différentes, un exemple unique de biodiversité mais qu'il est aussi un atout majeur

pour le développement économique de la région. Les visites ont été suspendues pour cause d'insécurité : deux touristes britanniques ont été enlevés alors qu'ils gravissaient les pentes du volcan Nyiragongo. Malgré leur libération, un garde fut tué lors de l'assaut mené par un groupe armé. Jusqu'à cette suspension, le parc représentait la principale source de devises et le premier employeur de la région, donnant de l'emploi à 3.000 personnes. Il accueille chaque année 10.000 visiteurs attirés par les gorilles de montagne, les hippopotames du lac Edouard, par une faune et une flore d'un exceptionnel intérêt.

## Pari difficile

Depuis longtemps, la coopération belge, de concert avec l'Union européenne, soutient le pari difficile d'Emmanuel de Merode, le conservateur du parc. Ce dernier entend démontrer que le parc représente un outil de développement pour toute la région, dont tous

pourraient bénéficier de manière bien plus durable et plus rentable qu'une éventuelle exploitation pétrolière.

Dans cette perspective, que ce soit avec le soutien du milliardaire américain Howard Buffet, le soutien de la coopération belge ou celle de l'Union européenne, Emmanuel de Merode entend exploiter l'énergie hydroélectrique que génèrent les divers cours d'eau qui traversent le parc.

## Un parc en péril

C'est ainsi que la centrale de Mutwanga a déjà permis l'installation d'une savonnerie et d'autres petites industries, que la centrale de Matebe amène l'électricité jusqu'à la ville de Goma et que la ville de Lubero sera, elle aussi, bientôt approvisionnée en électricité grâce à une centrale que la coopération belge finance à raison de 34 millions d'euros.

Malgré ses atouts et les soutiens internationaux dont il dispose, le parc fait cependant face à plusieurs menaces. La

plus évidente est celle des groupes armés : depuis le génocide de 1994, le parc abrite des campements où se mêlent civils et hommes en armes d'origine rwandaise. Ils se livrent au braconnage, ayant pratiquement exterminé la population d'hippopotames, menacent les villages de la région mais surtout

tirent leurs ressources de l'exploitation du charbon de bois. Ce charbon de bois, appelé *makala*, approvisionne la ville de Goma qui compte un million d'habitants, mais aussi le Rwanda voisin où, protection de la nature oblige, il est interdit de couper les arbres pour en faire du combustible. Outre les Hutus rwandais qui sont également présents dans le Masisi, le parc abrite, dans le nord, des combattants d'origine ougandaise ADF Nalu et des camps d'entraînement pour des milices islamistes. A ces « squatteurs » étrangers s'ajoutent évidemment de nombreux groupes de Mai Mai congolais qui opèrent dans la région et procèdent à des enlèvements moyennant rançon.

L'exploitation pétrolière représente un autre péril : même si la société britannique Soco a provisoirement suspendu ses ambitions, la pression des pétroliers demeure forte sur les autorités locales ou nationales afin qu'elles autorisent l'accès à certaines zones du « sanctuaire naturel ». Un accès qui risquerait de faire perdre sa classification de « patrimoine mondial de l'humanité » décernée par l'Unesco au parc. Plus évidente encore est la pression démographique : plus de 4 millions de personnes vivent dans les alentours du parc ! « Si la population continue à doubler tous les 15 ans, faute de contrôle des naissances, tous nos efforts risquent d'être vains », nous confie un agronome local, qui relève que « de nombreux villages se sont déjà installés dans le parc, défrichant et cultivant la forêt... Quant aux taxes multiples, légales ou non, elles découragent toutes les initiatives économiques que peut générer l'accès à l'électricité... » ■

COLETTE BRAECKMAN